

---

## **L'expansion des terres pour le développement agro-alimentaire en Colombie pendant la période postconflit : un moyen de surmonter la violence ou de l'institutionnaliser ?**

**Estefania Martinez Esguerra**

Traduction | Translation **Zoé Lambert**

Département de Géographie, université de Montréal

Courriel : [tefinez@gmail.com](mailto:tefinez@gmail.com)

### **Résumé**

Cet article propose une analyse de l'économie politique derrière l'émergence des espaces actuels de production agro-alimentaire en Colombie à la lumière de l'étude de cas de la région des plaines orientales. Cette région de la savane de l'Orénoque a fait l'objet de politiques postconflit (après-guerre) en Colombie visant à développer des projets agricoles à grande échelle. L'analyse révèle les processus à l'origine de l'émergence de cette région. D'une part, ceux liés à l'accaparement des terres ; d'autre part, ceux liés à l'institutionnalisation de la propriété foncière privée issue de formes violentes de dépossession. L'article montre la manière dont les politiques tendant à promouvoir les projets agricoles à grande échelle ont contribué à légitimer et à institutionnaliser les processus historiques de dépossession et à engendrer de nouveaux conflits dans la région à propos de l'occupation et de l'appropriation du foncier.

**Mots-clés :** Colombia, ZIDRES, Altillanura, industrie agro-alimentaire, dépossession

### **Abstract**

This article offers an analysis of the political economy behind the emergence of current spaces of agrifood production in Colombia in the light of a case study of the Eastern

Plains region. This region of the Orinoco savanna has been the target of postconflict (postwar) policies in Colombia aimed at developing large-scale agricultural projects. The analysis shows the processes behind the emergence of this region. On the one hand, those related to land grabbing; on the other hand, those linked to the institutionalization of private land ownership derived from violent forms of dispossession. The paper shows how policies to promote large-scale agricultural projects have helped to legitimize and institutionalize historical processes of dispossession and spawn new conflicts in the region over land tenure and ownership.

**Keywords:** Colombia, ZIDRES, Altillanura, agrifood industry, dispossession

## Introduction

Six ans après la signature de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en 2016, les dissensions internes persistent. Cet accord marquant le début de la période dite « postconflit », et censé ouvrir une nouvelle phase de développement économique, de justice, de paix sociale et de prospérité pour tous<sup>1</sup>, n'a finalement pas permis la résorption des conflits territoriaux et de la violence. Ainsi, plus d'une centaine de paysans, d'autochtones et de dirigeants syndicaux ont été assassinés entre 2016 et 2021. L'un des principaux facteurs de cette violence accrue est le litige concernant les terres rurales. En effet, la Colombie est considérée comme l'un des pays les plus inégalitaires du monde en matière de distribution des terres. Tandis que 1 % des plus grandes propriétés concentrent près de 75 % des terres rurales productives du pays, 80 % des plus petites exploitations contrôlent moins de 5 % de ces terres (OXFAM, 2014, p. 36). Des politiques postconflit ont ambitionné de résoudre ces problèmes par une politique d'aménagement du territoire servant un double objectif : indemniser les victimes du conflit armé tout en contribuant au développement de la production agro-alimentaire (Gutiérrez, 2019 ; García, 2020).

Les politiques postconflit ont été influencées par l'expansion des agro-industries, lesquelles ont accentué les processus d'accaparement des terres à échelle mondiale et nationale (Grajales, 2020). Entre 2007 et 2009, au moins 46,6 millions d'hectares de terres ont été acquis dans le monde pour produire de la nourriture et des biocarburants ou pour la spéculation foncière (Banque mondiale, 2010). Environ

---

1. « Prospérité pour tous » est le titre du Plan national de développement de la Colombie pour 2010-2014. Il a été proposé pendant le premier gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2014), qui a établi la feuille de route pour les politiques postconflit.

60 % de ces accords fonciers ont été conclus sur des terres revendiquées par des communautés autochtones et de petites communautés à travers le monde, et la plupart en Afrique subsaharienne (OXFAM, 2016a). Selon OXFAM (2016b), la mise en œuvre d'accords fonciers a précipité dans le monde entier une augmentation des conflits et une escalade de la violence.

Cet article soutient que les politiques postconflit colombiennes, loin de s'attaquer aux causes structurelles des violences au sein du pays, ont été un moyen essentiel de leur institutionnalisation. L'étude de cas des initiatives publiques visant à développer des projets agro-industriels à grande échelle dans la région des plaines de l'Est le démontre. Cette région, marquée par des épisodes d'accaparement des terres, de violences et de dépossession, a fait l'objet de politiques gouvernementales de remise en activité des terres non occupées, dans le cadre d'un développement postconflit. Au contraire d'analyses qui se concentrent sur les intérêts qui incitent les individus, les entreprises ou les États à accaparer des terres, ma contribution met l'accent sur le rôle des politiques dans l'institutionnalisation de formes violentes d'appropriation. L'institutionnalisation est ici comprise comme l'ensemble des réformes juridiques et économiques qui permettent ou consolident la propriété foncière. Elle inclut des mécanismes tels que les politiques d'utilisation des terres ou les politiques développementalistes agricoles qui définissent des utilisations et des droits spécifiques sur les terres. La violence est quant à elle ici conceptualisée en tant que manifestation du processus historique de lutte des classes pour l'accès à la terre. Par conséquent, l'institutionnalisation de la violence équivaut à la normalisation de formes d'appropriation qui renforcent la propriété privée sur la terre.

Ce texte examine la relation entre l'espace et la violence à travers une analyse des processus ayant rendu les terres de la région des plaines de l'Est disponibles pour le développement agricole et alimentaire « postconflit ». Cette région, caractérisée par des savanes et des zones humides, a été désignée comme « terre agricole de choix » en raison de « ses importantes ressources en eau, ses vastes étendues de plaines et son climat chaud et pluvieux perpétuel qui permet deux récoltes par an » (USDA, 2015, p. 4). Le développement de ces terres permettrait de diminuer les importations alimentaires et d'augmenter les exportations de produits agricoles très demandés par l'industrie agro-alimentaire mondiale, tels que le maïs génétiquement modifié, le soja, le riz, l'huile de palme entre autres. La création de richesse et d'emplois est une autre promesse de ce développement agricole (Portfolio, 2008 ; USDA, 2015). Ainsi, le développement des plaines de l'Est – considérées comme « la dernière frontière agricole de la Colombie » – offrirait une possibilité de développement économique et

durable des régions postconflit et également de résolution des problèmes fonciers historiques à travers la combinaison d'utilisations durables des terres<sup>2</sup>.

L'analyse présentée dans l'article s'appuie sur une étude de cas menée sur une période de six mois (entre février-mars et août-décembre 2021) dans la localité de Puerto Gaitán, située dans la province de Meta, dans la région des plaines de l'Est. Pour ma recherche, j'ai examiné l'implémentation des projets proposés par le gouvernement pour étendre la production agro-alimentaire dans la région. Les Zonas de interés de desarrollo rural, económico y social ou « ZIDRES » – du nom de la loi ayant permis la création de ces zones – ont été mises en place dans différentes provinces des plaines de l'Est et des régions centrales colombiennes marquées par le conflit armé (figure 1). Pour comprendre la pertinence de tels projets, j'ai mené des entretiens semi-directifs auprès de fonctionnaires de l'Unité d'aménagement agricole et rural (UPRA) de l'Institut géographique Agustín Codazzi, d'autorités publiques locales, de professionnels et d'habitants locaux de Puerto Gaitán (N = 30)<sup>3</sup>. Au cours de mon séjour dans la localité de Puerto Gaitán, j'ai pu confirmer qu'aucun des projets ZIDRES ni des infrastructures promises par le gouvernement pour favoriser le développement de la région n'avait été construit<sup>4</sup>. L'UPRA avance que les retards dans la construction sont dus aux questions juridiques concernant les terres de la région, ce qui n'a toutefois pas entravé l'expansion d'entreprises agro-alimentaires et d'autres entreprises capitalistes privées sur les terres agricoles publiques. Les réformes juridiques postconflit ont en réalité favorisé les revendications foncières visant à mettre en place des « projets productifs », tout en ignorant les revendications foncières historiques des communautés autochtones et paysannes.

---

2. La notion de dernière frontière agricole a un double sens dans la politique publique de la Colombie, car elle désigne à la fois les limites à l'expansion agricole et les frontières avec les forêts de l'Orénoque et de l'Amazonie. La « fermeture » de la frontière agricole – rendue légale par la résolution 261 du ministère de l'Agriculture en 2018 – visait ainsi à fournir à l'État un inventaire des terres pouvant être utilisées pour le développement agricole tout en respectant les frontières écologiques.

3. Cette recherche a été financée par la bourse doctorale du Fonds de recherche du Québec, société et culture (FRQSC).

4. Le gouvernement avait planifié la construction d'un grand plan de transports pour améliorer l'accès aux plaines de l'Est comptant l'autoroute 4G (Chirajara-Fundadores), et de cinq ports fluviaux ainsi que d'autres infrastructures facilitant le transport des produits agricoles vers les principaux ports du pays. La plupart des financements pour ces projets provenaient d'investissements privés et de prêts internationaux de la Banque mondiale. Un paquet de crédits de 10 milliards de dollars américains a spécifiquement été accordé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en 2018 pour ces projets (Juaneda, 2018, p. 4).

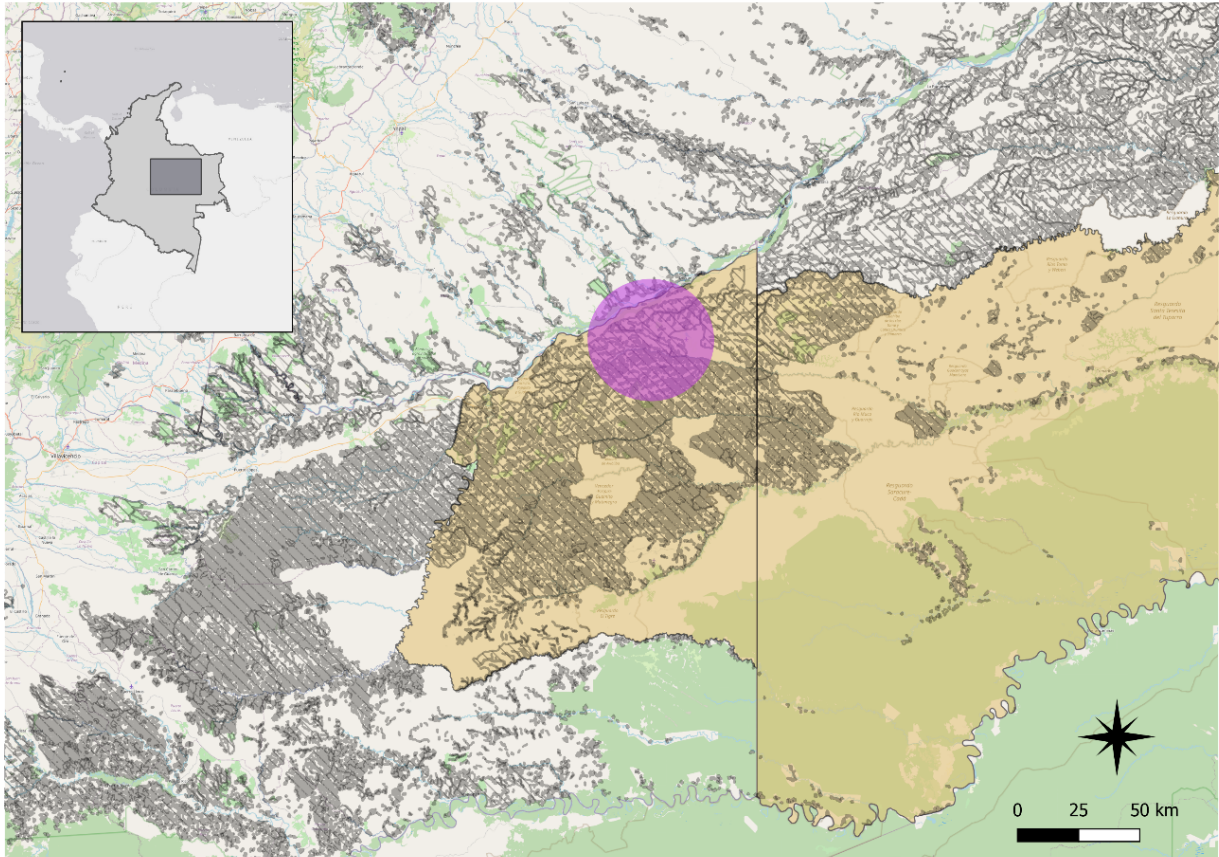


Figure 1 : Carte de la zone d'étude

Provinces de la région des plaines orientales, Meta et Vichada (jaune) ; friches et zones potentielles identifiées par le gouvernement pour la création de ZIDRES (zones grisées) ; localité de Puerto Gaitán (cercle rose)

Source : image de l'auteur à partir des informations SIG des projets ZIDRES (UPRA, 2016)

L'analyse présentée dans l'article est structurée en trois sections : la première comprend une brève discussion sur l'accaparement des terres et la relation entre violence et espace ; la suivante examine comment l'accaparement des terres et la spoliation foncière en Colombie sont liés aux effets de certains booms économiques et politiques foncières ; enfin, la dernière section étudie la mise en œuvre des projets ZIDRES dans la région des plaines de l'Est.

### **L'accaparement des terres et l'agriculture : conceptualiser la violence**

L'accaparement des terres est défini comme l'acquisition et le contrôle de grandes quantités de terres par une personne, une entité (publique ou privée,

étrangère ou nationale) par tous les moyens (légaux ou illégaux) possibles, tributaires de différents mécanismes de propriété, de location, de concession, de contrats ou de formes de pouvoir dans les faits (Peluso et Lund, 2011). Les accaparements de terres peuvent avoir diverses finalités, notamment la spéculation, l'extraction, le contrôle des ressources ou la marchandisation, lesquelles se font au détriment des paysans, de l'agroécologie et de la gouvernance des terres (Baker-Smith et Miklos, 2016, p. 2). L'expression « accaparement des terres » a toutefois été largement assimilée à la volonté de contrôler et d'exercer un pouvoir sur le territoire à des fins politiques et économiques. Dans le contexte de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008<sup>5</sup>, l'accaparement des terres a été compris comme une réponse au krach boursier de 2008. Le krach a poussé les spéculateurs, les gestionnaires de fonds spéculatifs (*hedge funds*) et les grands investisseurs institutionnels à rechercher des investissements sûrs dans l'alimentation et les terres agricoles (Cotula *et al.*, 2009 ; McMichael, 2012 ; Akram-Lodhi, 2012). Cependant, les analyses axées sur les acteurs et les motivations des accaparements de terres ont souvent masqué les processus qui contribuent à institutionnaliser la violence spatiale. Il s'agit, par exemple, des projets d'infrastructures qui « facilitent et dissimulent l'entrelacement complexe de formes structurelles, symboliques et directes de violence » (Wilson, 2014) et qui permettent de distinguer différents utilisateurs et utilisations, légitimes et illégitimes, des terres (Li, 2014, p. 593). Dans le contexte spécifique de l'Amérique latine et des Caraïbes, les politiques foncières pour le développement agricole ont provoqué des cycles de violence politique (Edelman et Leon, 2013). En Colombie notamment, la mise en œuvre de projets de développement agricole pour le marché a donné lieu à de violents processus d'accaparement des terres (Escobar, 2004).

Ainsi, comme l'étude de cas suivante vise à le montrer, la violence n'est pas seulement un sous-produit de l'expansion des intérêts privés et corporatifs sur les terres ; elle est aussi une condition préalable à leur accaparement. En tant que condition préalable à l'accaparement, la violence participe à la production de la terre comme marchandise et comme « ressource » disponible pour les projets de développement. Le discours présentant les terres comme un moyen de développement agro-alimentaire accompagne la création d'une nouvelle forme de propriété, en faisant de la possession d'une terre spoliée une nouvelle source de richesse (Nichols, 2018). La politique d'aménagement du territoire rural en Colombie a ainsi joué un rôle primordial dans l'institutionnalisation de la violence spatiale et la formalisation de la dépossession violente des terres. Cette étude de cas démontre que l'allocation des

---

5. Cette crise a été associée à une augmentation des prix mondiaux du riz, du blé, du soja, ainsi que d'autres aliments de base (FAO, 2008).



terres pour le développement agro-alimentaire en contexte de postconflit est un outil crucial pour l'expansion de la propriété privée foncière. Couplée à la formalisation et à l'ordonnance des droits de tenure, cette allocation aide à « dissimuler » la violence à l'origine de la propriété foncière, au lieu d'être un moyen de la surmonter. En tant que tel, le développement agro-alimentaire est donc une stratégie clé d'accaparement des terres (Lavers, 2012) visant à consolider le « pouvoir extra-économique » sur les terres (Levien 2012, p. 964).

Dans la section suivante, je résume certains des événements qui ont produit des phénomènes d'accaparement des terres en Colombie, suivis de processus de formalisation. Ces derniers ont contribué à institutionnaliser des formes de dépossession violente et ont rendu des terres disponibles pour des projets de développement agricole.

### **Le contexte national de l'accaparement des terres**

Le phénomène de l'accaparement des terres en Colombie a été façonné par différents facteurs sociaux et économiques tels que la création de politiques économiques et foncières visant à étendre la frontière agricole. Ces dernières ont créé des injustices quant à la redistribution des terres. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des colons paysans, ou *colonos*, et des propriétaires terriens se sont affrontés pour l'obtention de titres de propriété de terres publiques situées sur la frontière agricole du café. Selon Catherine LeGrand, les entrepreneurs du café « ont cherché à établir des droits de propriété sur de grandes extensions de terres publiques déjà occupées par des paysans », ce qui a conduit à des expropriations, des usurpations, et à la violente spoliation des paysans et des métayers (LeGrand, 1984, p. 35).

Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les conflits fonciers ont été aggravés par la guerre entre les libéraux et les conservateurs – un processus qui, en Colombie, a atteint les dimensions d'une guerre civile (Sánchez et Meertens, 2001). En conséquence, plus de deux millions de personnes ont été déplacées des zones rurales entre 1948 et 1958, soit l'équivalent d'un cinquième de la population colombienne, et au moins 200 000 personnes ont été assassinées (Rueda Bedoya, 2000 ; Sánchez et Meertens, 2001). Un tel exode a poussé des populations sans terre à ouvrir de nouvelles frontières agricoles dans les régions de Sumapaz, du sud de Tolima, du moyen Magdalena et des plaines de l'Est (Sánchez, 1989, p. 142-143).

Au cours des années 1960, des programmes de réforme agraire ont cherché à favoriser le développement agricole par la colonisation de terres publiques vacantes et la modernisation des grandes propriétés. Ces programmes, fortement influencés par l'intervention américaine dans la région à travers l'Alliance pour le progrès (1961), ont conduit à la conversion de terres improductives en entreprises agricoles modernes, tandis que la redistribution des terres a été violemment empêchée par les classes dominantes de propriétaires fonciers (Días-Callejas et Medellín, 1986, p. 15). En a résulté un processus agressif de spoliation des populations rurales, dans des régions où les cultures commerciales (cane à sucre ou pâturages pour la production de viande) se sont étendues avec l'aide financière et technique de l'État.

Pendant les années 1980 et 1990, le pays a connu une hausse soudaine et rapide des activités extractives lié à la demande croissante de drogues illégales telles que la marijuana et la cocaïne, de produits de l'exploitation minière et d'agrocarburants, ce qui a eu pour effet d'exacerber les phénomènes d'accaparement et de dépossession des terres dans certaines régions. Citons ainsi les provinces du Sud, limitrophes de la forêt amazonienne, de l'Orénoque et de la côte atlantique, où des investissements ont été réalisés dans le trafic de drogue et l'élevage de bovins (Richani, 2012). Les terres rurales ont été spécifiquement utilisées par les trafiquants de drogue pour blanchir de l'argent avant d'être converties en pâturages pour l'élevage de bovins et la production d'agrocarburants (Cueto Gómez, 2011 ; Ballvé, 2012 ; Richani, 2012). Ces activités ont entraîné des conflits de contrôle territorial impliquant des groupes armés et des criminels (Maher, 2015). Par exemple, depuis le boom des années 1990, des groupes paramilitaires se sont disputé le contrôle des plantations de palmiers à huile. Entre 2000 et 2009, ce type de cultures est passé de 150 000 à plus de 350 000 hectares. Cette expansion a été accompagnée d'une augmentation des massacres et des menaces de mort visant à contraindre les paysans à abandonner leurs terres (Gerber, 2011 ; Gómez et al., 2015, p. 259). Les estimations tablent sur l'expulsion de plus de quatre millions de personnes d'environ six millions d'hectares de terres entre 1998 et 2010 (Maher 2015, 306-307 ; Comisión de Seguimiento 2010, p. 4).

À la fin des années 1990, la création de programmes de régularisation foncière influencés par des politiques néolibérales de réforme rurale axées sur le marché a permis l'achat de terres qui avaient été violemment dépossédées. Les terres ont été déclarées « abandonnées » par les institutions décentralisées de réforme rurale, et leurs titres ont ensuite été révoqués et attribués à de nouveaux propriétaires, y compris à des entreprises bénéficiant de subventions agricoles accordées pour la production d'agrocarburants (Hristov, 2014, p. 100). Lors de la mise en œuvre des programmes



d'attribution de titres fonciers dans les années 2000, des centaines de revendications foncières émanant d'acteurs privés concernaient des terres brutalement dépossédées par des groupes paramilitaires (Peña-Huertas *et al.*, 2017). Ces processus institutionnels ont contribué à brouiller les lignes de démarcation entre les moyens d'appropriation « légaux » (institutionnels) et « extra-légaux » d'appropriation des terres, et ont servi à consolider des processus d'« accumulation par dépossession » (Harvey, 2003 ; Hristov, 2014, p. 100) et d'accaparement des terres par différents acteurs privés (Grajales, 2011, p. 77).

### **Les projets ZIDRES et l'institutionnalisation de la violence dans les plaines de l'Est**

Dans le contexte de l'après-conflit, le gouvernement a tenté de résoudre certains de ces problèmes fonciers grâce à une politique de développement agro-industriel. Pour ce faire, il a proposé en 2016 une loi autorisant les investissements privés pour de grands projets agro-industriels sur des terres publiques vacantes, situées dans des zones difficiles d'accès et présentant un potentiel pour les produits agricoles, forestiers et issus de l'élevage. L'objectif était de faciliter le développement des chaînes agro-alimentaires prioritaires du gouvernement, telles que le maïs génétiquement modifié, le soja, l'agroforesterie, le riz, l'huile de palme, le cacao et les fruits.

Des organisations paysannes et des ONG ont émis des critiques à l'encontre du projet de loi en dénonçant son objectif de facilitation de l'accaparement des terres par de grandes multinationales agro-alimentaires. Par exemple, la multinationale Cargill et d'autres entreprises agro-alimentaires nationales ont pu acquérir plus de 100 000 hectares de terres dans la région de l'Altiplanura ; elles ont en cela contourné les limites de taille des exploitations agricoles stipulées par la loi 160 de la réforme agraire de 1994, qui privilégie l'attribution de terres publiques aux unités familiales agricoles (Contraloría General de la República de Colombia, 2017, p. 147). Les autorités nationales ont défini ces acquisitions comme des cas « d'accaparement des terres » dans lesquels « les principales transactions foncières étaient dirigées par de grands groupes économiques nationaux et des sociétés multinationales » (*ibid.*, p. 63). Au-delà de la défense des intérêts individuels dans l'accaparement des terres et de la pression exercée par les groupes de pression, la loi ZIDRES a concrétisé l'esprit de la politique agricole et foncière du gouvernement de Santos. Cette politique visait à surmonter les problèmes fonciers historiques en transformant l'utilisation des terres et

en dépolitisant les revendications foncières, soutenues par les lois agraires des années 1960.

Par conséquent, la loi ZIDRES a été approuvée par la Cour constitutionnelle en 2016 après plusieurs ajustements apportés au texte original, notamment avec l'ajout d'un paragraphe rendant obligatoire la participation des travailleurs ruraux et des populations sans terre aux projets agro-industriels à grande échelle.

En 2017, le gouvernement a promulgué le décret 902 pour « la mise en ordre sociale de la propriété foncière » qui a mis en place des mécanismes de résolution des problèmes liés à la tenure et à l'utilisation des terres. Ce décret a également renforcé la production alimentaire en régularisant et en formalisant les droits de propriété, avec pour ambition la garantie d'un accès progressif à la propriété foncière par l'attribution de terres vacantes. Les principaux mécanismes de garantie d'accès à la terre étaient l'octroi de crédits à long terme aux demandeurs de terres, la création de subventions pour l'achat de terres et la promotion des activités agricoles (Presidencia de la República, 2017). À l'instar de la loi ZIDRES, le décret 902 a éliminé les restrictions existantes sur l'accumulation des terres et a privilégié la productivité dans l'aménagement national des terres. Les ZIDRES ont été conçues pour faciliter, d'une part, l'expansion des grandes entreprises agro-alimentaires à grande échelle dans les régions des plaines de l'Est et de l'Altillanura et, d'autre part, la légalisation de la possession des terres occupées illégalement et violemment par les éleveurs de bétail, les paramilitaires et d'autres acteurs privés (Grajales, 2020).

La planification des projets ZIDRES s'est fondée sur un processus technique de cartographie des zones propices à l'agriculture, entrepris par l'Unité d'aménagement agricole et rural (UPRA) nouvellement créée. Cette institution a été chargée de l'aménagement des terres rurales, comprenant l'identification des zones pour le développement des projets ZIDRES. Le processus technique de géoréférencement des « zones propices » à ce type de projets utilisé par l'UPRA n'a pas nécessairement pris en compte les complexités sociales et environnementales spécifiques à la région. On peut mentionner, par exemple, le fait que bon nombre de ces terres correspondent au territoire ancestral du peuple Sikuaní, avant qu'elles ne soient déclarées « vacantes » et incluses dans les programmes de réforme agraire républicains. Le principal critère pour sélectionner les terres destinées aux projets ZIDRES était qu'elles devaient être situées dans des zones éloignées des principales infrastructures centrales, dans des régions marginales ayant de forts taux de pauvreté et de chômage, et ne pas être classées comme zones de protection de l'environnement (direction technique, UPRA, 2021).

Puerto Gaitán est l'une des sept municipalités identifiées par le gouvernement pour la mise en œuvre des projets ZIDRES. La localité était l'une des frontières ouvertes par les colons paysans qui ont fui les vagues de violence politique dans les années 1950. Au cours des années 1960, avec l'application des lois de réforme agraire, des centaines de paysans et des agriculteurs sans terres, expulsés des grandes propriétés à l'intérieur du pays ou des zones de petites propriétés, y ont trouvé refuge. Ces populations se sont installées dans des territoires revendiqués depuis longtemps par des groupes autochtones comme le peuple Sikuaní. Les Sikuanis restés dans ces zones de nouvelle colonisation ont été victimes d'un processus de dépossession qui impliquait plusieurs mécanismes, tels que le paiement en nature ou l'endettement en échange de biens de base (outils ou vêtements) qui étaient remboursés avec des terres. Ces processus, couplés à de la violence comprenant meurtres et massacres, les ont forcés à quitter leurs terres pour d'autres zones.

Pendant les années 1980 et 1990, cette frontière est devenue un lieu majeur de production de coca. Une décennie plus tard, elle est devenue l'épicentre de l'exploitation pétrolière, après la découverte des premiers gisements de pétrole exploitables dans cette région dans les années 1980 (Rausch, 2013, p. vii). Cette découverte de pétrole a entraîné une augmentation de la présence de groupes armés dans la région, notamment celle des groupes qui avait été attirés par le boom de la coca ainsi que celle de l'armée nationale – cette dernière ayant commis des atrocités contre les communautés autochtones. En réaction, les premiers groupes d'autodéfense locaux sont apparus dans les années 1970, soutenus par les trafiquants de drogue qui ont financé des armées de sécurité dans les zones de culture de coca. Ces groupes ont ensuite évolué en armées paramilitaires afin de combattre les vellétés territoriales des FARC (Ministry of Justice, 2017). Entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, les armées paramilitaires ont été intégrées à de plus grandes structures armées régionales qui ont contribué à l'expansion des plantations de palmiers à huile et d'agrocarburants (*ibid.*). Elles ont également assuré la sécurité des entreprises pétrolières et extractives. En 2005-2006, elles ont finalement été démobilisées, et une grande partie des bâtiments et des terres appartenant à leurs commandants a été expropriée par les autorités étatiques. Le gouvernement a également commencé à poursuivre toute activité considérée comme « illégale » empêchant le fonctionnement normal des industries de la région (entretien avec les habitants, Puerto Gaitán, 2021).

Les politiques postconflit ont visé à réduire les conflits et à éliminer les activités criminelles dans la région en formalisant la propriété foncière et en favorisant le développement agricole de la région, devenue depuis 2005 l'épicentre de l'industrie

agro-alimentaire (Contraloría General de la República de Colombia, 2017). Les nouveaux investissements dans le développement agro-alimentaire ont été effectués sur des terres précédemment confisquées par les paramilitaires. Ainsi, l'entreprise agro-alimentaire La Fazenda qui avait planté près de 32 000 hectares de maïs et de soja à Puerto Gaitán et visait à intégrer la production de viande « de la ferme à l'assiette », a acquis des terres auprès des paramilitaires qui avaient commis des massacres dans les zones environnantes dans les années 1990 et 2000. Ces terres ont été acquises par l'intermédiaire de courtiers fonciers et financées par des prêts internationaux de banques étatsuniennes (Arias, 2017). Cela lui a permis de planter près de 32 000 hectares de maïs et de soja à Puerto Gaitán. Lors de l'annonce du premier projet ZIDRES, une enquête nationale a révélé l'origine illégitime de la propriété des terres où le projet devait être implanté : un terrain de 42 000 hectares dans le petit village d'El Porvenir, dans l'arrière-pays de Puerto Gaitán. Les autorités nationales ont montré que le ministère de l'Agriculture avait récupéré les terres en 2015 des mains d'une entreprise familiale liée à des paramilitaires de la région qui s'étaient eux-mêmes emparés des terres après des massacres commis en 2005.

La loi ZIDRES a représenté la possibilité non seulement de formaliser les revendications foncières des entreprises agro-alimentaires ayant accédé aux terres en contournant la loi, mais également de rejeter les revendications foncières portées par d'autres groupes. Cette nouvelle législation a en particulier considéré comme « arriérées » les revendications foncières des paysans et des populations autochtones (pourtant légitimées par les politiques antérieures de réforme agraire), donnant la priorité à l'utilisation productive des terres. Le manque de volonté politique pour répondre aux revendications des paysans et des communautés autochtones s'est reflété dans le faible niveau de réponse des autorités publiques aux demandes d'attribution de titres de propriété pour les terres collectives. Ainsi, la réserve indigène de Planas, située dans l'arrière-pays de Puerto Gaitán, attend toujours la restitution des terres appartenant au territoire ancestral de la communauté et qui ont été confisquées par l'État. La communauté de Planas a été victime de différents types de violence institutionnelle : en 1969, l'armée a commis un massacre contre le peuple de Planas, dont la brutalité a largement été documentée. Dans les années 1990, l'institut de réforme agraire a arbitrairement accordé des titres privés aux terres appartenant à la communauté. Ces terres ont été acquises par un trafiquant de drogue qui les a transformées en laboratoire de transformation de la coca. Les interventions paramilitaires des années 2000, facilitées par l'armée et visant à combattre les groupes de guérilla dans la région, ont empêché la communauté d'accéder à ces terres. Finalement, les terres ont été confisquées par l'État en 2005. Cependant, au lieu d'être

restituées à la communauté, elles ont été utilisées pour construire une base militaire en 2013. Une partie de la réserve de Planas chevauche actuellement la ZIDRES (*Verdad Abierta*, 2016).

L'absence de réponse de la part des institutions reflète d'une part le niveau élevé de bureaucratisation lié aux revendications foncières portées par les communautés marginalisées – un processus qui aggrave les cas de saisie de terres et de corruption par des particuliers. D'autre part, cette absence témoigne de la dépolitisation de cette question dans le nouveau cadre mis en place qui considère davantage les demandeurs de terres comme des victimes de conflits armés et non comme des occupants coutumiers (dans le cas des populations autochtones). La politique publique d'aménagement du territoire rural a exclu la possibilité d'attribuer des terres publiques aux paysans et aux populations autochtones – ce qui était implicite dans les lois de réforme agraire antérieures – sauf s'ils étaient définis comme victimes du conflit ou comme entrepreneurs agricoles. Seulement, la loi de restitution des terres n'a reconnu le statut de victimes de conflit armé qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 10 juin 2021.

Ainsi, l'attente créée par la promesse de nouveaux titres attachés à des projets économiques, tels que les projets ZIDRES, a provoqué une occupation supplémentaire des terres par des colons fuyant la pauvreté et la violence d'autres régions. Lorsque le gouvernement a annoncé le premier projet ZIDRES à El Porvenir et la délivrance de titres de propriété à environ 400 familles pour s'associer à un investisseur privé (c'est-à-dire une entreprise agro-industrielle), de nouvelles populations ont occupé des terres dans la zone, en dehors des occupants initiaux. Les familles ayant pris possession des terres en attente des projets ZIDRES étaient des personnes immigrées d'une ville voisine, attirés par un agent immobilier dont l'activité était de vendre des terres aux personnes déplacées (*El Espectador*, 2016). Les invasions et les occupations de terres ont donc été utilisées comme un moyen efficace pour revendiquer des terres dans la région, ce qui a contribué à l'émergence de nouveaux affrontements sociaux entre paysans, communautés autochtones, investisseurs et entreprises. De plus, cela a conduit à une recrudescence des menaces et de l'utilisation de la violence pour empêcher de nouvelles invasions de terres (entretiens avec les habitants). La violence paramilitaire a également été réactivée pour empêcher les communautés locales ou les personnes déplacées d'occuper ou de revendiquer des terres. Selon le ministère de la Justice (Ministry of Justice, 2017), ces menaces et actions violentes contre la population concernant la restitution de terres étaient la deuxième cause principale de violence à Puerto Gaitán, après le conflit armé. Quelques mois après l'annonce du

projet ZIDRES à El Porvenir, une nouvelle intervention armée dans la zone a provoqué le déplacement de 18 familles (MOVICE, 2016).

La plupart des actions légales contre ces invasions ont été intentées contre des personnes ayant tenté de récupérer et d'occuper des terres vacantes appartenant à l'État en se prévalant d'ascendance (c'est le cas, encore une fois, des populations autochtones), ou en vertu des droits d'occuper des terres accordés aux paysans et aux colons par les lois agraires précédentes. De cette manière, la loi et les projets ZIDRES, couplés à d'autres textes, tels que le décret 902, ont mis en place une base juridique puissante pour exclure les revendications territoriales des habitants des terres, afin de faire place à de nouvelles utilisations rentables des terres agricoles. Par conséquent, l'État de droit a également servi à légitimer la création de nouvelles entreprises capitalistes dans des zones de dépossession antérieure.

## Conclusions

Cet article met en évidence le lien entre la consolidation des espaces agro-alimentaires dans la région des plaines de l'Est de la Colombie et l'institutionnalisation de formes de violence et de dépossession foncière. Tout d'abord, j'ai démontré une corrélation intrinsèque entre la violence et les politiques visant à créer de nouveaux espaces pour le développement agro-alimentaire en m'appuyant sur l'analyse de l'accapement des terres. Ensuite, en me fondant sur une analyse des projets ZIDRES et sur des recherches menées dans la municipalité de Puerto Gaitán, j'ai traité de la relation entre ces projets et les politiques postconflit visant au développement agricole de la région. Ces projets, bien qu'ils ne soient pas encore concrétisés, ont légitimé la mobilisation de terres issues de déplacements brutaux et de dépossession pour les grands projets d'agriculture. Enfin, j'ai établi une correspondance entre les discours consacrés à l'expansion de la production agro-alimentaire et les nouvelles formes d'accapement des terres et de dépossession à échelle locale. En somme, je soutiens que le développement de nouveaux espaces agro-alimentaires est un moteur clé de la dépossession des terres et de l'institutionnalisation de moyens d'appropriation extra-économiques.

Pour conclure, cette analyse souligne l'importance d'étendre l'analyse des phénomènes d'accapement des terres à l'échelle locale afin de mettre en lumière les processus qui façonnent les inégalités sociales dans l'accès à la terre, et qui donnent lieu à des injustices spatiales.



## Remerciements

Je tiens à remercier les éditeurs invités de ce numéro spécial, en particulier Céline Allaverdian et Gabriel Fauveaud, ainsi que les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires utiles sur cet article. Je suis également reconnaissante envers la chaire du Canada en économie politique de l'alimentation et du bien-être pour son soutien à cette recherche.

## Pour citer cet article

**Martínez** Estefania, 2023, "Expanding land for agribusiness development in postconflict Colombia: a means to overcome violence or to institutionalize it?" [« L'expansion des terres pour le développement agro-alimentaire en Colombie pendant la période postconflict : un moyen de surmonter la violence ou de l'institutionnaliser ? »], *Justice spatiale / Spatial Justice*, 18 (<http://www.jsj.org/article/lexpansion-des-terres-pour-le-developpement-agro-alimentaire-en-colombie>).

## Bibliographie

- Akram-Lodhi** Haroon A., 2012, "Contextualising land grabbing: contemporary land deals, the global subsistence crisis and the world food system", *Canadian Journal of Development Studies*, 33(2), p. 119-142.
- Arias** Wilson, 2017, *Así se roban la tierra en Colombia*, Bogotá, Impresol Ediciones.
- Baker-Smith** Katelyn, **Miklos** Atila Szocs, 2016, "What is land grabbing. A critical review of existing definitions", *Eco Ruralis* ([https://www.farmlandgrab.org/uploads/attachment/EcoRuralis\\_WhatsLandGrabbing\\_2016.pdf](https://www.farmlandgrab.org/uploads/attachment/EcoRuralis_WhatsLandGrabbing_2016.pdf), accessed on April 3, 2023).
- Ballvé** Teo, 2012, "Everyday state formation: territory, decentralization, and the narco land-grab in Colombia", *Environment and Planning D: Society and Space*, 30(4), p. 603-622.
- Comisión de Seguimiento a las Políticas Públicas Sobre Desplazamiento Forzado**, 2010, III Encuesta Nacional de Verificación de los Derechos de la Población Desplazada 2010, Comisión de Seguimiento, Bogotá.

- Contraloría General de la República de Colombia**, 2017, *Acumulación irregular de predios baldíos en la Atillanura colombiana*, Imprenta Nacional de Colombia.
- Cotula** Lorenzo, **Vermeulen** Sonja, **Rebeca** Leonard, **Keeley** James, 2009, "Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa", FAO, IID and IFAD.
- Cueto** Gómez, 2011, "Colonización y frontera agropecuaria en Colombia", *Revista Punto de Vista*, (91)108, p. 91-108.
- Días-Callejas** Apolinar, **Medellín** Pedro, 1986, *La cuestión agraria. Reformismo, desarrollismo o conflicto social?*, Bogotá, FESCOL.
- Edelman** Marc, **Leon** Andres, 2013, "Cycles of land grabbing in Central America: an argument for history and a case study in the Bajo Aguan, Honduras", *Third World Quarterly*, 34(9), p. 1697-1722.
- El Espectador**, 2016, "Se cocina la primera Zidres", *El Espectador* (<https://www.elespectador.com/economia/se-cocina-la-primera-zidres-article-613675/>, accessed on April 3, 2023).
- Escobar** Arturo, 2004, "Desplazamiento, desarrollo y modernidad en el Pacífico colombiano", in Restrepo Eduardo, Rojas Axel (eds), *Conflicto e (in)visibilidad. Retos en los estudios de gente negra en Colombia*, Popayán, Universidad del Cauca, p. 36-53.
- FAO**, 2008, "Number of hungry people rises to 963 million" (<https://www.fao.org/news/story/en/item/8836/icode/>, accessed on April 3, 2023).
- García Trujillo** Andrés, 2020, *Peace and Rural Development in Colombia: The Window for Distributive Change in Negotiated Transitions*, New York, Routledge.
- Gerber**, Julien-François, 2011, "Conflicts Over Industrial Tree Plantations in the South: Who, How and Why?", *Global Environmental Change*, 21(1), p. 165-176.
- Grajales** Jacobo, 2011, "The rifle and the title: paramilitary violence, land grab and land control in Colombia", *Journal of Peasant Studies*, 38(4), p. 771-792.
- Grajales** Jacobo, 2020, "A land full of opportunities? Agrarian frontiers, policy narratives, and the political economy of peace in Colombia", *Third World Quarterly*, 47(7), p. 1141-1160.

- Gómez** Carlos, **Sánchez-Ayala** Luis, **Vargas** Gonzalo, 2015, "Armed conflict, land grabs and primitive accumulation in Colombia: micro processes, macro trends and the puzzles in between", *The Journal of Peasant Studies*, 42(2), p. 255-274.
- Gutiérrez** Francisco, 2019, "The politics of peace: competing agendas in the Colombian agrarian agreement and implementation", *Peacebuilding*, 7(3), p. 314-328.
- Harvey** David, 2003, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press.
- Histrov** Jasmin, 2014, *Paramilitarism and neoliberalism. Violent systems of capital accumulation in Colombia and beyond*, London, Pluto Press.
- Juaneda** Carolina, 2018, "The World Bank and Colombia's Territorial Development Policy Financing: whose land is it, anyway", Report of the Bank Information Center (BIC).
- Lavers** Tom, 2012, "'Land grab' as development strategy? The political economy of agricultural investment in Ethiopia", *Journal of Peasant of Studies*, 39(1), p. 105-132.
- LeGrand** Catherine, 1983, "Labour acquisition and social conflict on the Colombian frontier, 1850-1936", *Journal of Latin American Studies*, 16(1), p. 27-49.
- Levien** Michael, 2012, "The land question: special economic zones and the political economy of dispossession in India", *The Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), p. 933-969.
- Li** Tania, 2014, "What is land? Assembling a resource for global investment", *Trans Inst Br Geogr*, 39, p. 589-602.
- Maher** Davis, 2015, "Rooted in violence: civil war, international trade and the expansion of palm oil in Colombia", *New Political Economy*, 20(2), p. 299-330.
- McMichael** Philip, 2012, "The land grab and corporate food regime restructuring", *The Journal of Peasant Studies*, 39 (3-4), p. 681-701.
- Ministry of Justice**, 2017, "Caracterización de Justicia Social y Diagnóstico de Conflictividades (Meta-Puerto Gaitán)", Fondo de Naciones Unidas para el Postconflicto (<https://www.minjusticia.gov.co/programas-co/sistemas-locales-justicia/Documents/PNUD/Caracterizaci%C3%B3n%20-%20Puerto%20Gait%C3%A1n%20.pdf>, accessed on April 3, 2023).

- MOVICE**, 2016, "Presuntos paramilitares desplazan al menos 30 personas en El Porvenir-Meta" (<https://movimientodevictimas.org/presuntos-paramilitares-desplazan-al-menos-30-personas-en-el-porvenir-meta/>, accessed on April 3, 2023).
- Nichols** Robert, 2018, "Theft is property! The discursive logic of dispossession", *Political Theory*, 46(1), p. 3-28.
- OXFAM**, 2014, *Concentracion de tierras en Colombia*, Bogotá, Penguin Random House.
- OXFAM**, 2016a, "Custodians of the land, defenders of our future. A new era of the global land rush" (<https://www.oxfam.org/en/research/custodians-land-defenders-our-future>, accessed on April 3, 2023).
- OXFAM**, 2016b, "Murder and eviction: the global land rush enters new more violent phase" (<https://www.oxfam.org/en/press-releases/murder-and-eviction-global-land-rush-enters-new-more-violent-phase>, accessed on April 3, 2023).
- Portafolio**, 2008, "Llega la segunda revolución verde" (<https://www.portafolio.co/economia/finanzas/llega-segunda-revolucion-verde-442684>, accessed on 2018/09/04).
- Peluso** Nancy Lee, **Lund** Christian, 2011, "New frontiers of land control: Introduction", *Journal of Peasant Studies*, 38(4), p. 667-681.
- Peña-Huertas** Rocío del Pilar, **Ruiz** Luis Enrique, **Parada** María Mónica, **Zuleta** Santiago, **Álvarez** Ricardo, 2017, "Legal dispossession and civil war in Colombia", *Journal of Agrarian Change*, 17(4), p. 759-769.
- Presidencia de la República**, 2017, *Decreto Ley 902 de 2017* (<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=81859>, accessed on April 3, 2023).
- Rausch** Jane M., 2013, *Territorial Rule in Colombia and the Transformation of the Llanos Orientales*, Gainesville, University Press of Florida.
- Richani** Nazih, 2012, "The agrarian rentier political economy: land concentration and food insecurity in Colombia", *Latin American Research Review*, 47(2), p. 51-78.

- Rueda Bedoya** Rafael, 2000, "El desplazamiento forzado y la pacificación del país", *Ensayos Forum*, 15, Centro de Estudios del Hábitat Popular, sede Medellín, Universidad Nacional de Colombia, p. 1-13.
- Sánchez** Gonzalo, 1989, "Violencia, guerrillas y estructuras agrarias", in Tirado Mejía Alvaro, Jorge Orlando Melo, Jesús Antonio Bejarano (dir.), *Nueva Historia de Colombia. II Historia Política 1946-1986*, Bogotá, Planeta, p. 127-152.
- Sánchez** Gonzalo, **Meertens** Donny, 2001, "Bandits, Peasants, and Politics: The Case of 'La Violencia' in Colombia", Austin, Austin University of Texas Press.
- UPRA**, 2016, *Sistema de Información para la Planificación Rural Agropecuaria*, (<https://sipra.upra.gov.co/nacional>, accessed on April 3, 2023).
- USDA**, 2015, "The Altillanura -An Uncertain Future", report of the Global Agricultural Information Network (<https://www.fas.usda.gov/data/colombia-altillanura-uncertain-future>, accessed on Octubre 20, 2019).
- Verdad Abierta**, 2016, "El llamado Sikuaní en Domo Planas, Puerto Gaitán" (<https://verdadabierta.com/el-llamado-sikuaní-en-domo-planas-puerto-gaitán/>, accessed on April 3, 2023).
- Wilson** Japhy, 2014, "Plan Panama Puebla: the violence of abstract space", in Schmid Christian, Stanek Lukasz (ed.), *Urban Revolution Now: Henri Lefebvre in Social Research and Architecture*, London, Routledge, p. 113-131.
- World Bank**, 2010, "Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits?", report, Washington DC.